

Introduction du dossier spécial « Crises et Espaces : questionnements, implications et effets »

Robin LESNÉ¹

Docteur en aménagement de l'espace et urbanisme
Chercheur associé ULR 4477 TVES, Université du Littoral Côte d'Opale

Julia FROTEY²

Chercheure post-doctorale
Université du Québec à Trois-Rivières

Julien GUERRERO¹

Doctorant en géographie
Université du Littoral Côte d'Opale, ULR 4477 TVES

Jonathan HAQUET³

Doctorant en aménagement de l'espace et urbanisme
Université de Lille, ULR 4477 TVES

Marie HILQUIN³

Doctorante en géographie
Université de Lille, ULR 4477 TVES

Eugénie MASCLEF³

Doctorante en aménagement de l'espace et urbanisme
Université de Lille, ULR 4477 TVES

Depuis l'apparition d'un nouveau coronavirus en 2019, SARS-CoV-2, les sociétés contemporaines doivent s'organiser afin d'endiguer une pandémie. Outre la prise en charge sanitaire des populations, des outils de gestion sociale ont été mis en œuvre dans la plupart des pays touchés par la maladie, parmi lesquels le confinement du grand public, le couvre-feu ou les gestes barrières, notamment le port du masque obligatoire.

La communauté scientifique s'est alors mobilisée afin de traduire les impacts de ces mesures et des décisions politiques sur le quotidien des citoyens. La réactivité de la recherche en sciences humaines et sociales sur la gestion de la crise sanitaire et ses enjeux a été soulignée et démontre que la crise est un objet de connaissance à part entière : parce qu'il existe un « avant » et un « après », la crise contribue à marquer l'histoire et ouvre un champ d'étude

¹ Univ. Littoral Côte d'Opale, Univ. Lille, ULR 4477 - TVES - Territoires Villes Environnement & Société, F-59140 Dunkerque, France.

² Université du Québec à Trois Rivières, Trois Rivières, QC, G8Z4M3, Québec, Canada

³ Univ. Lille, Univ. Littoral Côte d'Opale, ULR 4477 - TVES - Territoires Villes Environnement & Société, F-59000 Lille, France.

critique sur ses causes et ses conséquences⁴. Les crises, plus généralement, relèvent ainsi de situations « *considérées comme anormales sur une période donnée* » et dont « *les outils de régulation existants s'avèrent inadéquats* »⁵. Elles peuvent être soudaines et violentes telle une « *rupture de rythme* »⁶ dont la perception de brutalité peut être accentuée par les médias⁷.

À l'image de la pandémie de COVID-19, les crises agissent également comme des « *amplificateurs* » ou des « *révélateurs* » de structures sociales et territoriales inégalitaires, que l'on peut appréhender à différentes échelles locales, nationales ou internationales⁸. À titre d'exemple, la surexposition des femmes à l'épidémie de COVID-19 en raison de leur nombre dans les métiers du soin a été documentée⁹, de même que les facteurs territoriaux qui expliquent les différences de propagation du coronavirus dans l'espace (densité de population des villes, taux de pauvreté et taux d'occupation des logements)¹⁰. L'ancrage spatial de la pandémie et ses effets sur l'organisation des territoires est devenu un axe de recherche fécond. Géographes et urbanistes ont par exemple interrogé, dès 2020, les choix résidentiels et de mobilité des citoyens, pendant et après la crise sanitaire. Des dynamiques de « *démétropolisation* »¹¹ ont été détaillées, à l'issue de nouvelles préférences résidentielles des salariés après-crise, plus favorables aux villes petites et moyennes.

Ces travaux alimentent une réflexion plus générale sur les relations entre la crise, non seulement sanitaire, mais aussi sociale, politique et environnementale, et l'organisation des territoires. Des doctorant·e·s du laboratoire Territoires, Villes, Environnement & Société (TVES - ULR 4477, Université de Lille, Université du Littoral - Côte d'Opale) se sont ainsi inscrits dans ce contexte de recherche sur la crise en organisant une journée d'études doctorale, en 2021, intitulée « *Crises et Espaces* »¹². Celle-ci a permis d'interroger les multiples rapports des crises à l'espace, en rassemblant plus de 60 participants autour de 16 communications. Cette journée s'est voulue volontairement pluridisciplinaire en proposant des travaux inédits en géographie, histoire, anthropologie, droit ou sociologie, portant sur les effets territoriaux des crises sanitaires, environnementales, sociales et économiques. Le présent dossier donne ainsi accès aux travaux de 10 auteur·e·s ayant participé à la journée d'études doctorales.

Les deux premiers articles donnent à voir directement les effets de la crise sanitaire actuelle sur l'appropriation des espaces par les communautés humaines et animales. L'article de **Nolwen Vouiller** détaille, dans un premier temps, un exemple de conflit entre humains et animaux (*Human Wildlife Conflict*) au sein d'un parc naturel bordant un bras de la rivière Karnali au Népal. L'épidémie, en réduisant le nombre de visiteurs du parc, a contribué à

⁴ M. GAILLE et P. TERRAL (coord.), *Les sciences humaines et sociales face à la première vague de la pandémie de Covid-19 - Enjeux et formes de la recherche*, HS₃P-CriSE, 2020. <https://www.hs3pe-crisis.fr/les-sciences-humaines-et-sociales-face-a-la-premiere-vague-de-la-pandemie-de-covid-19-enjeux-et-formes-de-la-recherche/actualites/>

⁵ T. TARDY, *Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix*, De Boeck Supérieur, 2009, p. 13.

⁶ P. GEORGE et F. VERGER, « Crise », in P. GEORGE et F. VERGER (dir.), *Dictionnaire de la géographie* (10e éd., p. 106), Presses universitaires de France, 2009.

⁷ C. ROSSMANN, L. MEYER et P. J. SCHULZ, « Mediated Amplification of a Crisis: Communicating the A/H1N1 Pandemic in Press Releases and Press Coverage in Europe », *Risk Analysis* 2018, n° 38(2), p. 357-375.

⁸ M. GAILLE et P. TERRAL, *op. cit.*

⁹ S. LAUGIER, P. MOLINIER et N. BLANC, « Le prix de l'invisible. Les femmes dans la pandémie », *La vie des idées* 2020. <https://laviedesidees.fr/Le-prix-de-l-invisible.html>

¹⁰ J.-P. ORFEUIL, « Densité et mortalité du Covid-19: la recherche urbaine ne doit pas être dans le déni ! », *Métropolitiques* 2020. <https://metropolitiques.eu/Densite-et-mortalite-du-Covid-19-la-recherche-urbaine-ne-doit-pas-etre-dans-le-deni>

¹¹ G.-F. DUMONT, « Covid-19 : l'amorce d'une révolution géographique ? », *Population & Avenir* 2020, n° 750, p. 3.

¹² Pour un accès au programme détaillé : <https://crisesetespaces.sciencesconf.org/>

étendre les espaces de vie des animaux sauvages et à augmenter les contacts avec les habitants. Ces contacts sont perçus comme nuisibles, puisqu'ils peuvent engendrer des dégâts matériels ou des blessures physiques. L'article invite ainsi à repenser les relations qu'entretiennent nos sociétés avec la faune sauvage et les conséquences sanitaires et sociales issues de la dégradation de leur habitat. Dans un second temps, l'article d'**Anthony Tchékémian** documente les étapes de création d'un jardin collectif dans les espaces délaissés d'un campus universitaire en Polynésie Française. Si le projet est initié dès 2019, il prend tout son sens avec la crise sanitaire en permettant aux étudiants à la fois de s'approvisionner en produits frais à moindre coût et d'avoir accès à une activité physique et sociale. Pour l'auteur, ce jardin constitue un outil local de lutte contre les effets de crises de diverses natures : économiques (denrées coûteuses), sociales (isolement) et sanitaires (obésité). Ce projet de jardin collectif s'inscrit dans une tendance historique de retour au local en réponse à la crise, que l'on a pu observer lors de la chute de l'Empire romain et de l'essor de l'industrialisation au XIXe siècle.

Les trois articles suivants illustrent les effets des crises dans un espace particulier, celui des villes, traversé par des crises sanitaires, économiques et environnementales. L'article de **Léopold Barbier** décrit ainsi l'évolution du tissu urbain de Nancy en Meurthe-et-Moselle, caractérisé par l'ampleur des friches industrielles et ferroviaires. Ces emprises, témoins d'une industrialisation révolue, constituent aujourd'hui des opportunités foncières pour de nouveaux projets urbains. Pour l'auteur, ces projets, lancés avant la crise sanitaire, peinent toutefois à refléter des aspirations habitantes renouvelées par l'épidémie (accès à l'eau, à des espaces verts et démocratie participative). Pour cette raison, il ouvre la réflexion sur l'idée paradoxale que certains projets urbains peuvent être davantage des causes que des solutions aux situations de crise. L'article d'**Iwan Le Clec'h** invite ensuite à porter le regard sur des villes petites et moyennes de Bretagne. Il décrit une situation de concurrence entre les villes historiques et leurs nouvelles polarités périurbaines. L'auteur évalue les effets de cette dynamique sur l'habitat et la typologie des commerces des centres anciens. L'article témoigne ainsi d'une crise démographique, sociale et économique à l'œuvre dans les villes moyennes, tout en laissant entrevoir des signes de réappropriation habitante. De même, mais sur un terrain plus éloigné, l'article de **Cécile Coudrin** plonge le lecteur dans la réalité de la crise grecque de 2008 et ses effets sur les paysages urbains de la ville de Larissa. Vacances commerciales, friches commerciales ou encore chantiers abandonnés, sont autant de signes visibles à l'échelle locale d'une crise financière et économique mondiale que l'auteure a cartographiés.

Dans la troisième partie, les outils de représentation de l'espace, notamment la carte, sont mis à l'honneur en tant qu'outils de gestion des crises par les sociétés actuelles et historiques. L'article de **Kassandra Aslot** inaugure ainsi cette section par une réflexion historique sur la crise politique qui toucha la ville de Saragosse en Espagne, au XVIe siècle. Pour affermir son autorité face aux sujets aragonais, le roi Philippe II ancre des symboles de son autorité dans l'espace : création et destruction de bâtiments publics, présence renforcée des soldats et exécutions publiques. Le marquage d'un territoire, son quadrillage et sa compréhension par les cartes furent autant de moyens qui permirent à l'autorité centrale de maîtriser une série de révoltes locales. L'article de **Fanny Di Tursi** présente également la carte, papier ou numérique, comme un outil susceptible de faciliter la gestion de situations de crise par les forces de l'ordre, les secours ou les médecins. Grâce aux résultats obtenus à partir d'exercices

d'entraînement, l'auteure présente deux intérêts majeurs des cartes : elles sont un objet reliant les différents acteurs, même à distance ; et elles peuvent être réappropriées et détournées afin d'accroître leur utilité première. Enfin, l'article de **Loup Deladerrière** est centré sur les politiques de lutte contre la pollution environnementale des métropoles de Téhéran et de Mexico. Il y étudie la mise en place de zones à trafic limité ou alterné, résultat d'un découpage de l'espace urbain qui produit des inégalités socio-spatiales. L'auteur détaille ainsi les stratégies de contournement des règlements menées par les classes aisées iraniennes qui s'opposent à la colère des classes populaires entravées dans leur mobilité. La création de périmètres d'accès à la ville est une manière pour les autorités de se réapproprier l'espace et d'en proposer une nouvelle organisation face à la crise.

Les deux derniers articles achèvent notre dossier spécial par une réflexion sur les capacités de résilience de nos sociétés face aux crises. L'article de **Pierre Guillemain** donne à voir les stratégies de résilience mises en place par les entreprises, les élus et les habitants dans le département de la Manche face aux crises qui touchent le secteur de l'agroalimentaire (délocalisations, recul des exploitations, dépendances et épidémies). L'auteur passe en revue les facteurs qui expliquent les crises ainsi que les leviers plus ou moins efficaces utilisés pour les enrayer sur trois bassins légumiers. Parmi ces leviers, l'on compte la diversification de la production, la croissance du maraîchage et l'écoulement des produits dans les espaces de vente locaux : le territoire et ses ressources permettent ainsi aux acteurs de rebondir après la crise. Enfin, l'article de **Marie Cherchelay** pointe les contradictions qui existent actuellement entre les objectifs touristiques et économiques et la nécessaire adaptation du territoire aux catastrophes naturelles dans les Antilles françaises. À Saint-Martin, si l'aménagement touristique du littoral apparaît comme un moyen de soutenir l'économie locale, celui-ci aggrave aussi le risque de submersion marine et de dégâts matériels et humains. L'auteure suggère au lecteur qu'une issue politique à cette double crise est possible et consisterait à prendre en compte les revendications et les connaissances populaires par un processus abouti de concertation citoyenne.

Ce numéro spécial dresse ainsi un large panorama des multiples crises qui peuvent affecter le rapport des sociétés à leur espace de vie : chacun peut y puiser des réflexions afin d'alimenter sa propre expérience.

Ce numéro n'aurait pu voir le jour sans le comité d'édition de la revue RISÉO que nous remercions vivement pour son accueil favorable. Nous remercions également l'ensemble des participant·e·s et communicant·e·s présent·e·s lors de la journée d'études. Cette introduction nous donne aussi l'occasion de souligner le travail méticuleux entrepris par les dix auteur·e·s avec leurs relecteurs et relectrices. Nous remercions enfin nos établissements de rattachement, l'Université de Lille et l'Université du Littoral Côte d'Opale ainsi que le Laboratoire TVES, qui ont soutenu le projet de valorisation de la journée d'études doctorales.

Nous souhaitons enfin aux lecteurs et lectrices de ce numéro¹³ une très bonne lecture !

¹³ Afin de citer cette introduction : R. LESNÉ, J. FROTEY, J. GUERRERO, J. HAQUET, M. HILQUIN et E. MASCLEF, « Introduction au dossier spécial "Crises et espaces : questionnements, implications et effets" », *Risques, études et observations 2022-numéro spécial*. Pour contacter le comité d'organisation du dossier spécial : doctorantstves@gmail.com